

Carl Lang candidat en Haute- Normandie

Tête de liste régionale en Haute-Normandie, Carl Lang sera associé "en tandem" avec Bernard Touchagues, président du groupe des Nationaux pour l'Unité Normande au Conseil régional, qui mènera la liste départementale dans l'Eure.

Un "retour au pays" pour Carl Lang qui a obtenu son premier mandat dans cette région en 1986. " *On s'engage politiquement, là où, l'on habite* " a expliqué l'ex-secrétaire général du FN devant la presse régionale, lundi à Rouen. Pour définir la philosophie de sa liste, le président du Parti de la France (PdF) a employé les mots de continuité, fidélité, enracinement et rassemblement. Continuité et fidélité des engagements pris en 2004 de défendre l'identité normande et d'œuvrer à la réunification des deux Normandie, rassemblement des nationaux avec des listes ouvertes aux autres acteurs de la mouvance nationale, et à tous ceux qui veulent participer au "renouveau de la droite nationale" dans "un esprit de résistance, régionale, nationale et européenne." La composition des listes et le détail du programme ne seront connus qu'en janvier.

La campagne sera "courte et nerveuse" selon l'expression de Bernard Touchagues.

Le génie des alpages...

SUISSE, L'ESPRIT DE RÉSISTANCE

Passé la surprise du OUI des Suisses à la votation sur l'interdiction des minarets, les réactions ne se sont pas fait attendre. En Suisse d'abord où la victoire du Oui a créé un choc [1], tous les acteurs politiques et de la société civile s'étaient engagés pour le NON.

Les médias suisses ont tout de suite stigmatisé le choix des électeurs en faveur de l'interdiction des minarets en montrant du doigt les conséquences d'un tel vote : mauvaise image de la Suisse à l'étranger, soupçon de racisme, etc. Le parti des Verts a déclaré envisager un recours devant la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) pour violation de la liberté religieuse, Micheline Calmy-Rey, le ministre des affaires étrangères a expliqué que la campagne avait été polluée par des "choses fausses et des amalgames".

Le OUI s'invite dans le débat sur l'identité nationale

A l'étranger non plus les réactions ne se sont pas fait attendre. En France, les médias ont dénoncé le caractère xénophobe du résultat. Libération titrait même "Le vote de la honte". Le résultat du référendum suisse rattrape le débat sur l'identité nationale



nale encadré par l'UMP. Le ministre de la Santé, Roselyne Bachelot a déclaré sur RMC, qu'elle aurait voté oui à la construction des minarets, tandis que le secrétaire général de l'UMP a jugé qu'on n'avait pas "forcément besoin" des minarets en France même son de cloche chez le porte-parole adjoint de l'UMP, Dominique Paillé qui a fait la distinction entre les minarets et les clochers des églises qui sont "un héritage historique". Pour les Verts, "Tous les prétextes sont bons, pour faire peur et nourrir un sentiment de rejet contre certains immigrés ou européens issus de l'immigration venant de pays musulmans". Seule à se réjouir du résultat, la droite nationale

nale, Carl Lang pour le PdF "s'est félicité de l'esprit de résistance du peuple suisse", le MNR a pour sa part salué "la lucidité et le courage" du peuple suisse. Pour le FN et Bruno Gollnisch, les résultats du référendum "démontrent que la population de ce pays résiste à la pensée unique et à la propagande." La NDP voit dans ce résultat une "volonté de défendre l'identité suisse face à l'islamisation de leur pays." Le mouvement régionaliste Alsace d'abord dit quant à lui "bravo au peuple suisse."

Chrétiens en terre d'islam : un exercice périlleux

Les pays musulmans ont dénoncé ce résultat, le grand Mufti d'Égypte, Ali Gomaa y voit "une insulte" pour les musulmans du monde entier. La principale orga-

nisation musulmane d'Indonésie a elle aussi condamné le vote, y voyant un signe de "haine" et d'"intolérance" vis-à-vis de l'islam oubliant que, pour des millions de chrétiens en terre d'islam, la pratique de leur foi est un exercice périlleux. Que vexations et exactions sont le lot quotidien de ces chrétiens, que ce soit en Égypte, en Irak ou bien encore en Turquie. Qu'une loi algérienne qui date de mars 2006 punit de 2 à 5 ans de prison et de 5000 à 10 000 euros d'amende quiconque diffuse le Christianisme, qu'en Turquie on refuse des permis de construire pour les églises, sans oublier le Soudan ou le Nigéria (églises brûlées, civils tués par dizaines) etc. et tout cela dans l'indifférence des "élites" occidentales. La décision des Suisses de ne pas permettre la construction de minarets est "symbolique" (nos

baïonnettes, selon le Premier ministre Turc) et elle ne remet pas en cause la pratique de l'islam ni même la construction de mosquée ce qui est loin d'être une réciprocité en terre d'islam. En revanche, elle indique l'attachement de la population helvétique à son héritage et sa culture européenne. Un attachement partagé par de nombreux peuples qui n'en doutons pas voteraient comme les Suisses si leur gouvernement leur en donnaient la possibilité.

Maintenant la Suisse va devoir résister au déferlement des pressions extérieures...

Axel Richter

[1] Un choc comparable au NON Français lors du vote de constitution européenne, également porté par les "élites" du pays.

citoyens de seconde zone...

LE CAUCHEMAR DES CHRÉTIENNES D'EGYPTE

Selon un rapport [1] récemment publié par Christian Solidarity International, une ONG qui recense à travers le monde les persécutions anti-chrétiennes, le nombre de femmes chrétiennes coptes victimes d'enlèvements, de conversions forcées à l'islam et de mariages forcés à des musulmans, serait en nette augmentation en Égypte. Les auteurs du rapport, Nadia Ghlay et Michèle Clark soulignent comment l'indifférence des pouvoirs publics face à ce phénomène favorise son développement, un phénomène tiennent-ils à préciser qui au regard des modes opératoires pratiqués par les criminels, s'apparenterait à un véritable trafic d'êtres humains d'après les critères retenus par les Nations Unies pour ce type de criminalité. De ce fait, les deux auteurs n'hésitent pas non plus à parler de crimes contre l'humanité. Les deux chercheurs pour étayer leur thèse s'appuient sur de nombreux témoignages, recensés auprès des victimes, de leurs avocats lorsqu'un recours a lieu devant la justice, des parents des victimes et des représentants

de l'église copte, prêtres, moines et nonnes qui grâce à leurs réseaux dans la société sont en mesure de pourvoir au réconfort moral et à la sécurité des jeunes femmes qui lorsqu'elles parviennent à échapper au sort qui leur est réservé, se heurtent à des difficultés parfois insurmontables de réinsertion dans la vie civile. De nombreuses fugitives, mais également des femmes divorcées, trouvent ainsi refuge dans les monastères, pour échapper à d'éventuelles représailles, mais parfois aussi pour ne pas faire retomber sur leurs propres familles ce que celles-ci considèrent comme un déshonneur, en vertu de préjugés qui ne sont pas sans évoquer le code d'honneur clanique propre aux familles musulmanes. Pour les auteurs, la marginalisation des chrétiens dans les institutions de l'état, explique aussi leur grande vulnérabilité face à un tel fléau. Avec seulement 5 sièges dans une assemblée populaire qui en compte 454, la défense des chrétiens relève de l'impossible, d'autant que la charia représente aujourd'hui la source du droit en Égypte, et de ce fait entraîne et

légitime la relégation des chrétiens au rang de citoyens de seconde zone. Sur le terrain, le peu d'empressement manifesté par les autorités policières et judiciaires pour diligenter les enquêtes sollicitées par les familles de victimes de rapt, peuvent être également perçus comme un encouragement par les auteurs des délits. Séduites, enlevées, séquestrées, violées, parfois battues, leur croix tatouée dans le creux du poignet enlevé à l'acide, converties puis mariées de force, le cauchemar subi par les jeunes femmes chrétiennes, tel que dépeint dans ce rapport de 45 pages nourri d'exemples très circonstanciés, dément l'idée reçue selon laquelle l'Égypte serait un pays musulman modéré. Pour Christian Solidarity International, ce rapport a pour objectif d'attirer l'attention des organisations de défense des droits de l'homme internationales sur le sort dramatique des femmes égyptiennes victimes de persécutions, et de pointer du doigt la responsabilité qui incombe en grande partie au pouvoir égyptien.

Michel Dantan

Body guard...

RÉUNION SOUS PROTECTION POUR LE NOUVEAU PATRON DU FN DE HAUTE-NORMANDIE

Le nouveau patron de la fédération du Front national de Seine-Maritime, Nicolas Bay, tenait réunion samedi dernier dans les salons de l'hôtel Mercure à Rouen. Venu de Paris en compagnie du conseiller régional d'Ile-de-France Jean-Michel Dubois, la réunion s'est déroulée sous la protection du Département Protection Sécurité (DPS).



Echaudé par sa précédente rencontre avec les adhérents du département (Il avait eu à subir la présence de deux seaux de fumier, posés bien en évidence en face de lui.) M. Bay avait jugé préférable de se déplacer avec quelques membres du DPS chargés de filtrer les entrées et de tenir à distance les importuns. Selon le compte rendu fait, par les opposants de Nicolas Bay, on comptait autant de monde à l'intérieur de la salle qu'à l'extérieur de l'hôtel.

Pierre Picace

www.national-hebdo.net

EXODE EN ILE-DE-FRANCE

Alors que Marie-Christine Arnautu, tête de liste du Front national aux régionales en Ile-de-France doit lancer officiellement la campagne vendredi prochain et que l'on ne connaît pas encore les noms des têtes listes départementales, on en sait un peu plus sur ceux qui ne se représenteront pas dans la région.

Jean-Michel Dubois, conseiller régional du Val-d'Oise depuis 1992 et vice-président du groupe partirait se présenter dans le département de l'Eure où il prendrait la tête de liste départementale. Autre départ vers d'autres cieux, celui du conseiller régional de Seine et Marne, Jean-François Jalkh direction les Vosges. Marie-Estelle Préjean, élue en Seine-Saint-Denis depuis 1998 quitte la région pour la Seine-Maritime ou elle complètera la liste conduite par Nicolas Bay.

Également sur le départ le secrétaire général du groupe à la région, Jean-Richard Sulzer qui s'en va rejoindre le Nord et Marine Le Pen.

A noter parmi tous ces départs, une arrivée, celle de Ludovic de Danne, assistant parlementaire de la délégation hongroise (Jobbic) au Parlement européen qui vit à Bruxelles... et qui serait tête de liste à Paris.

Priorité...

SARKOZY NE VOIT RIEN VENIR SUR SA DROITE

Malgré les sondages et contrairement à sa majorité, Nicolas Sarkozy ne croit pas à une remontée significative du Front national. Le résident de l'Élysée reste persuadé que le parti de Jean-Marie Le Pen affaibli par les dissensions et le manque d'argent sera incapable de mener une campagne efficace. Son objectif prioritaire demeure de morceler suffisamment la gauche en jouant sur les rivalités PS/Verts pour arriver en tête au premier tour. Inconnue préoccupante qui pourrait contrarier sa stratégie : le poids des abstentionnistes qui se révèle important selon les études menées pour le compte de l'Élysée.

affreux, affreux, affreux...

MARTINE AUBRY VEUT "UNE LARGE RÉGULARISATION DES SANS-PAPIERS"

Martine Aubry, a accusé dimanche Nicolas Sarkozy de faire "honte à la France en voulant opposer identité nationale et immigration", au sujet de sa décision de lancer un débat sur l'identité nationale.

"Nicolas Sarkozy fait honte à la France en voulant opposer identité nationale et immigration", a déclaré Mme Aubry devant les militants du Mouvement des jeunes socialistes (MJS) réunis à Grenoble en congrès, dénonçant le "climat atroce" autour de l'immigration "qui est en train de s'installer dans ce pays".

La première secrétaire du parti socialiste a par ailleurs indiqué qu'elle et le PS était favorable à "une régularisation large des sans-papiers"...

Point de vue

LA NOUVELLE DROITE POPULAIRE SALUE LE PEUPLE SUISSE ET DEMANDE UN REFERENDUM EN FRANCE

Dimanche 29 novembre, les citoyens helvètes étaient appelés à se prononcer sur le projet de loi proposé par l'UDC (Droite nationale et identitaire suisse) interdisant l'édification de nouveaux minarets dans leur pays. Massivement, ils ont répondu OUI à ce projet de loi ! Ils ont manifesté ainsi clairement leur volonté de défendre leur identité suisse face à l'islamisation de leur pays.

Contre ce projet de loi, il y avait l'ensemble de la classe politique locale (allant de l'extrême gauche à la droite libérale), l'ensemble des médias aux ordres, l'ensemble des pseudo élites autoproclamées, l'ensemble des églises et des loges, l'ensemble des valets de la haute-finance capitaliste qui prolifèrent dans les banques de Genève et des autres villes du pays, l'ensemble des nantis de la société de consommation et des parasites du show biseness... bref tout ce que la Suisse compte de collabos de l'implantation de l'islam sur son territoire.

Malgré toutes les tentatives d'intimidation, malgré toutes les entraves visant la campagne des partisans de la Suisse aux Suisses, l'UDC a gagné son pari et la grande majorité du peuple helvète (57,5%) a voté en sa faveur...

Aujourd'hui, le Système suisse est aux abois. Il veut faire annuler par l'ONU la décision souveraine du peuple. On se croirait en France lorsque le peuple français ne vote plus comme le pouvoir le souhaiterait (citons l'exemple du Traité de Lisbonne largement refusé par les Français lors du référendum de 2005 et ratifié par un « parlement » à la botte de Sarkozy quelques années plus tard !)...

La Suisse vient de donner le signal du réveil des peuples d'Europe!

Depuis des décennies, partout en Europe, des gouvernements de gauche comme de droite se couchent devant l'islamisation de notre continent. Celle-ci étant la conséquence directe de l'immigration qu'ils ont tous soutenu e. Petit à petit, notre Europe est en train de se transformer en terre d'Islam.

Cette situation insupportable ne peut plus durer. La France doit rester française et l'Europe européenne. Le vote courageux du peuple suisse montre l'exemple à suivre. Partout en Europe les forces nationalistes et identitaires passent à l'offensive pour exiger des référendums dans chaque pays sur l'acceptation ou le refus de voir notre continent sombrer sous le joug d'un obscurantisme venu d'ailleurs.

Au lieu de se perdre dans des palabres indigestes et inconséquentes telles que celles engendrées par le « débat » sur l'identité française imposé par le gouvernement, la Nouvelle Droite Populaire exige l'organisation immédiate d'un référendum sur l'immigration et l'islamisation de notre pays. La réponse aura ainsi le mérite d'être claire !

Soutenez la campagne de la Nouvelle Droite Populaire en faveur d'un référendum contre l'islamisation de la France !

<http://ndp-infos.over-blog.com/>

Clap...

PREMIERE DAME DE FRANCE PAR INTERMITTENCE

Les bruits, qui depuis le mois de Juin dernier courraient sur l'éventuelle participation de Carla Bruni Sarkozy dans un film de Woody Allen, et avaient mis la presse people en émoi, sont depuis hier soir passés de la fiction à la réalité. On se souvient en effet que lors de son passage à Paris, le cinéaste new yorkais avait fait part à la presse de son rêve de faire tourner Carla Bruni dans l'un de ses films et pour s'en convaincre n'avait pas tari d'éloges sur la chanteuse et ex mannequin, déclarant « *qu'elle serait merveilleuse* ». « *Elle a du charisme et elle a l'habitude de se produire en public, et je pourrais lui donner n'importe quel rôle* » avait-il même précisé. La première Dame de France aurait donc finit par succomber aux désirs du cinéaste, et c'est au cours de l'émission sur Canal+ hier soir de François Denisot qu'elle a annoncé la nouvelle en déclarant « *Il m'a proposé de tourner dans son prochain film. Je ne sais pas pour quel rôle mais j'ai dit oui* », et d'ajouter un tantinet primesautière « *Je fais tout un peu à l'aveugle sinon je ne ferais rien* ». L'épouse du Président de la République a également promis au cinéaste new yorkais de ne pas tourner dans autre film que le sien en attendant le premier tour de manivelle. La futur actrice qui reconnaît ne pas l'être du tout et craint même d'être absolument nulle, avoue néanmoins vouloir ne pas louper une occasion comme ça qu'elle a qualifié de franchement fantastique. « *Je ne veux pas, dans ma vie, louper une occasion comme ça. Quand je serai grand-mère, je voudrais avoir fait un film avec Woody Allen* », a-t-elle dit, faisant taire par avances les mauvaises langues qui oseraient dire que le rôle de Première Dame de France se jouait à plein temps.

Michel Dantan